

CTA Note politique

N° 1 : mai 2011

De la crise alimentaire à la sécurité alimentaire dans les pays ACP

Les prix alimentaires mondiaux ont atteint un nouveau pic l'an dernier. Les mauvaises récoltes dues à la sécheresse et aux inondations, la flambée des prix du pétrole et la mise en place de mesures protectionnistes ont entraîné une hausse considérable des prix des produits agricoles de base comme le maïs et le blé. Les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) doivent non seulement faire face à la crise alimentaire actuelle, mais aussi élaborer des plans d'actions politiques visant à garantir la sécurité alimentaire des générations futures. La production alimentaire mondiale devra augmenter d'au moins 70 % d'ici 2050 pour suivre le rythme de la croissance démographique.

Les experts réunis lors du Briefing de Bruxelles sur le développement consacré à la géopolitique de l'alimentation¹ ont convenu qu'il n'existait pas de solution miracle à la crise alimentaire mondiale. La communauté internationale, les gouvernements nationaux et le secteur privé ont un rôle important à jouer. Cette note décrit certaines des mesures envisageables pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays ACP, notamment : l'augmentation des investissements dans l'agriculture et le développement rural ; la promotion de formes intensives d'agriculture verte ; le renforcement des capacités des petits producteurs et de leurs organisations ; et l'amélioration de la gouvernance alimentaire. Une action immédiate s'avère nécessaire pour répondre efficacement à la crise actuelle et jeter les bases d'une sécurité alimentaire à long terme.

UNE PÉRIODE DE CRISE

En 2010, la facture totale des importations alimentaires des pays à faible revenu, un groupe qui compte de nombreux pays ACP, a augmenté de 20 %. Les ménages les plus pauvres, qui consacrent jusqu'à 70 % de leurs revenus à l'alimentation, ont souvent été les plus touchés. La flambée des prix des produits alimentaires met en péril le droit à l'alimentation de dizaines de millions de personnes qui s'ajoutent au milliard d'individus souffrant déjà de la faim dans les pays

en développement. Elle risque également de provoquer des tensions sociales au sein du monde émergent.

Plusieurs facteurs expliquent cette envolée des prix. Les mauvaises récoltes en Russie, au Canada et dans d'autres pays exportateurs de céréales ont entraîné une réduction de l'offre. La flambée des prix du pétrole s'est traduite par une augmentation du coût des intrants agricoles et donc des denrées alimentaires. Les mesures protectionnistes imposées par les gouvernements ont parfois aggravé une situation déjà mauvaise.

OPTIONS POLITIQUES

➔ Forte augmentation des investissements dans le développement agricole et rural.

➔ Promotion des formes intensives d'agriculture verte.

➔ Renforcement des capacités des petits exploitants agricoles et de leurs organisations.

➔ Amélioration de la gouvernance alimentaire aux niveaux international, régional et national.



Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (ACP-UE)

¹ Organisé par le CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et Concord, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Bruxelles, février 2011. <http://brusselsbriefings.net>



D'ici 2050

la production alimentaire mondiale devra augmenter d'au moins

70%

Afin d'atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, qui vise à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté d'ici 2015, il faudrait réduire de 1 milliard à 600 millions le nombre de personnes mal nourries. L'envolée des prix des produits alimentaires rend cette tâche particulièrement ardue. Les défis à long terme sont encore plus considérables. Pour suivre le rythme de l'expansion démographique, la production alimentaire devrait augmenter d'au moins 70 % d'ici 2050. Cette situation nécessite un changement radical de politique dans les pays ACP comme ailleurs.

POUR TRANSFORMER L'AGRICULTURE ACP

Investir pour l'avenir

Les dernières décennies ont été marquées par une baisse significative des investissements dans le développement agricole et rural. La part de l'aide publique au développement de l'agriculture est passée de 17 % en 1980 à 3 % en 2006 ; au cours de la même période, nombre de gouvernements ACP ont réduit leurs dépenses destinées au secteur agricole. Toutefois, certains pays ont pour ambition d'inverser cette tendance et on commence à observer des résultats positifs.

L'investissement dans la R&D agricoles doit constituer une priorité pour les donateurs internationaux et les gouvernements nationaux afin de garantir que le rendement des cultures et la production alimentaire progressent au même rythme que la croissance démographique. Selon *The Economist*, « un milliard de dollars investis permettraient de nourrir des millions de personnes et de prévenir les émeutes de la faim ».

Les donateurs et les Etats ACP doivent également envisager d'accroître leurs investissements dans l'enseignement agricole, le développement des infrastructures rurales, la diffusion et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Des recherches menées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) montrent que les investissements dans les infrastructures rurales peuvent apporter des bénéfices encore plus significatifs que ceux réalisés en R&D agricoles.

Les gouvernements ont aussi un rôle majeur à jouer pour permettre au secteur privé de prospérer et de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire des populations. Par exemple, favoriser le crédit rural et développer les chaînes de valeur dans les pays ACP est fondamental.

Promouvoir une agriculture plus verte

Dans nombre de pays ACP, les activités agricoles ont un impact négatif sur l'environnement, qu'il s'agisse d'appauvrissement des sols, de déforestation ou de consommation excessive d'énergie et d'eau. Il convient donc de mettre en place, à l'échelon international, régional et national, des politiques visant à développer et promouvoir les formes intensives d'agriculture verte. Les systèmes productifs doivent être moins dépendants en énergie fossile, directement (fuel) ou indirectement (engrais), et plus respectueux des ressources en eau. Certains systèmes le sont déjà. L'agriculture de conservation, par exemple, a aidé

“

Les agriculteurs sont plus enclins à développer leur activité lorsque la sécurité foncière est garantie, ce qui peut nécessiter une modification de certaines législations.”

des dizaines de milliers de petits exploitants africains à accroître de manière significative leurs rendements.

Les décideurs politiques doivent, par ailleurs, reconnaître le caractère multifonctionnel de l'agriculture. Celle-ci ne consiste pas seulement à produire des denrées alimentaires ; elle est génératrice d'emplois et de services environnementaux. Les décideurs doivent aussi promouvoir des pratiques d'utilisation durable des terres pour réduire l'empreinte carbone de l'agriculture. Enfin, dans les pays développés comme dans les pays en développement, ils doivent déployer davantage d'efforts pour réduire les gaspillages – estimés aujourd'hui à 30 % des récoltes – tout au long de la chaîne alimentaire.

Appuyer les petits exploitants et leurs organisations

Les petits producteurs des pays en développement manquent souvent d'organisation et ne disposent pas des compétences et informations nécessaires pour tirer le meilleur parti de leurs terres et des opportunités de marché. Bien organisés, ils pourraient non

seulement renforcer leur pouvoir de négociation mais aussi accroître leurs revenus. Les gouvernements des pays ACP doivent reconnaître l'importance d'appuyer et de responsabiliser les organisations paysannes.

Les agriculteurs sont plus enclins à développer leur activité lorsque la sécurité foncière est garantie, ce qui peut nécessiter une modification des législations dans certains pays. Il faut également favoriser leur accès au crédit pour qu'ils investissent dans des pratiques novatrices et améliorent ainsi leurs rendements et leurs revenus. En outre, des mesures adéquates doivent être prises pour leur permettre de s'orienter davantage vers des activités créatrices de valeur ajoutée.

En Afrique subsaharienne, les femmes représentent une part importante de la main d'œuvre agricole. Elles sont pourtant 30 % moins productives que les hommes, car elles n'ont pas le même accès au crédit, à la technologie et aux services de vulgarisation. La mise en œuvre d'une politique d'autonomisation des femmes est donc indispensable si l'on veut améliorer la productivité et la sécurité alimentaire au niveau local.

Créer un système commercial plus équitable et transparent

Les petits producteurs ACP sont souvent confrontés à une concurrence déloyale sur les marchés mondiaux. Actuellement, plus de 60 % des subventions agricoles sont destinées aux agriculteurs des pays industrialisés. Certaines peuvent fausser les échanges en sapant les prix au détriment des agriculteurs des pays en développement.

L'aboutissement des négociations commerciales du cycle de Doha devrait permettre de réduire les subventions agricoles de 450 à 220 milliards de dollars, et la part des subventions accordées aux pays développés de 60 % à 25 %. C'est un pas dans la bonne direction. Il conviendrait aussi d'améliorer la gestion des stocks alimentaires mondiaux et d'aider les pays importateurs à faible revenu

Flambée des prix

Index des prix des matières premières alimentaires du magazine *The Economist**



Source : *The Economist*

*2005-100

L'agriculture a subi deux hausses des prix vertigineuses en moins de quatre ans

“
**Une hausse
 des dépenses
 d’investissement
 permettra
 d’augmenter les
 rendements
 et les revenus**”

à surmonter les crises alimentaires. Parallèlement, les gouvernements ne doivent pas élever des barrières protectionnistes qui génèrent des prix alimentaires mondiaux élevés et font baisser les prix locaux.

CHANGER POUR MIEUX AVANCER

Les orientations proposées ici ont pour but de créer un système alimentaire plus productif et plus équitable. Une hausse des dépenses d’investissement permettra non seulement d’augmenter les rendements et les revenus, mais aussi d’endiguer l’exode rural qui pousse chaque année quelque 50 millions de petits agriculteurs à quitter leurs terres. L’expérience montre que les changements surviennent très rapidement lorsque les gouvernements investissent massivement dans l’agriculture et créent un environnement favorable à l’essor du secteur privé.

La mise en œuvre de politiques avantageant les formes intensives d’agriculture

verte contribuera à améliorer les revenus des agriculteurs, sans compter les retombées premières : préservation des ressources naturelles, meilleure gestion des terres, diminution des émissions de carbone et élimination des gaspillages.

Par ailleurs, en aidant les petits exploitants agricoles, les gouvernements concourront au renforcement de leurs capacités, à l’amélioration de leurs revenus et à leur intégration dans les chaînes de valeur. Il est également important d’améliorer l’accès des femmes au crédit, à la technologie et aux services de vulgarisation pour des raisons d’équité comme de productivité.

Enfin, l’introduction d’un système commercial plus équitable, le développement des marchés régionaux et une meilleure gestion des stocks alimentaires au niveau mondial et régional favoriseront la sécurité alimentaire.

Pour répondre efficacement à la crise actuelle et nourrir correctement les générations futures, le temps est compté. Les décideurs doivent agir dès à présent. ■

Références bibliographiques

CTA, *Briefing n°21, Géopolitique de l’alimentation : implications pour les pays ACP*. I. Boto, A. de Gioia, I. Lopes et M. P. Godeau. 2011.
<http://brusselsbriefings.net>

FAO, *L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – répercussions et enseignements*.
<http://tinyurl.com/2426x6e>

FAO, *Guide des actions de politique et de programme à mettre en œuvre au niveau des pays en réponse à la flambée des prix des denrées alimentaires*. 2011.
<http://tinyurl.com/64sadzr>

Government Office for Science. *L’avenir de l’agriculture et de l’alimentation*, Prospective, Rapport de fin de projet. 2011.
<http://tinyurl.com/45k69r9>

IFPRI *Réflexions sur la crise alimentaire mondiale*. D. Headey et S. Fan. 2010.
<http://tinyurl.com/6erya6a>

IAASTD, *L’agriculture à la croisée des chemins. Résumé à l’intention des décideurs*. 2008.
<http://tinyurl.com/62avf28>

